

En avril 1978, le gouvernement du Canada a signé une entente avec le gouvernement de la province de Québec pour la somme de 76 millions pour le développement touristique, dont 11.6 millions de dollars étaient destinés à la région du Bas-du-Fleuve et de la Gaspésie. La population de la Gaspésie s'inquiète présentement de la teneur du Parc de la Gaspésie. Est-ce que l'honorable ministre pourrait intervenir auprès de son homologue de la province de Québec afin de pouvoir faire débloquent les travaux et les crédits pour entreprendre les aménagements du Parc de la Gaspésie, de havres pour la pêche artisanale et éducative de l'Anse-au-Griffon et de l'Anse-au-Beaufils, de même que pour la base de plein air à Pabos Mills?

**L'hon. Pierre De Bané (ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, je comprends fort bien l'inquiétude de l'honorable député étant donné que depuis plus de deux ans le ministère du Développement régional a mis à la disposition du gouvernement du Québec plus de six millions de dollars pour établir des infrastructures touristiques dans la péninsule, et selon les derniers renseignements que j'ai obtenus, le gouvernement du Québec ne dépensera qu'à peine quelques centaines de milliers de dollars au cours de cet été. Je serais très heureux de faire les instances que le député me demande de faire auprès de ces personnes mais je doute fort, occupées comme elles le sont avec le référendum, qu'elles s'occupent du bonheur concret des gens de la Gaspésie ou d'ailleurs du Québec.

[Traduction]

L'INCLUSION DE LA CIRCONSCRIPTION DE NORTHUMBERLAND  
DANS L'ENTENTE AUXILIAIRE POUR L'EST DE L'ONTARIO

**L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest):** Madame le Président, compte tenu de la réprimande cinglante que lui a faite, à la Chambre, le ministre des Finances en réponse à sa demande d'aide, le ministre de l'Expansion économique régionale peut-il nous dire s'il accepte le blâme, s'il considère comme justifiées les plaintes qu'il a formulées vendredi dernier et si le sujet lui tient à cœur?

**L'hon. Pierre De Bané (ministre de l'Expansion économique régionale):** Vendredi dernier, madame le Président, je répondais à mon collègue de Northumberland qui demandait à ce que sa circonscription soit incluse dans un accord signé par l'administration précédente qui l'avait complètement omise. Je lui disais qu'il y avait deux façons de le faire: élargir le territoire, ce qui diluerait les 50 millions de dollars affectés à cette région de l'Ontario, ou accroître le budget.

● (1720)

Pour ce qui est d'augmenter le budget, j'ai dit que j'aimerais savoir quelle est la position de l'opposition officielle à ce sujet puisqu'elle veut comprimer les dépenses publiques. J'aimerais qu'elle me dise s'il faut augmenter le budget du ministère de

*Questions orales*

l'Expansion économique régionale ou, comme ils le préconisent depuis des mois, comprimer les dépenses publiques?

\* \* \*

**LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE**

LE FINANCEMENT À LONG TERME D'UNE STRATÉGIE DE  
DÉVELOPPEMENT—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Gordon Gilchrist (Scarborough-Est):** Madame le Président, il a été intéressant et remarquable d'entendre aujourd'hui à la Chambre . . .

**Des voix:** La question.

**M. Gilchrist:** Vu l'importance que le premier ministre du Japon a attachée à la recherche et au développement et comme, au cours de son administration, le gouvernement conservateur avait apporté une certaine stabilité . . .

**Des voix:** La question.

**Mme le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député voudrait-il poser sa question?

**M. Gilchrist:** L'objectif du gouvernement actuel de consacrer 1.5 p. 100 du produit national brut à la recherche et au développement est très louable. Pour y arriver, il devra maintenir le programme de financement de cinq ans qu'avait établi le gouvernement conservateur. J'aimerais demander au ministre chargé des Sciences et de la Technologie, et je m'excuse de ne pas lui en avoir parlé plus tôt, s'il peut dire à la Chambre qu'il maintiendra le programme de cinq ans et les sommes prévues pour la première année de façon à permettre à la communauté scientifique de faire des projets à long terme?

**L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement):** Madame le Président, je ferai plus que cela. J'augmenterai les sommes bien au-delà de celles qu'avaient prévues les conservateurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gilchrist:** Madame le Président, je vais adresser ma question supplémentaire au même ministre. Nous avons appris l'existence d'une série de documents préparés par différents ministères proposant, en autres solutions, d'aider financièrement dans le cadre d'une politique industrielle nationale, certaines industries utilisant une technologie avancée. Étant donné qu'une telle politique s'impose de toute urgence, le gouvernement voudra-t-il rendre publiques ces études de manière à ce que les scientifiques et les députés puissent les examiner et en discuter?

**M. Roberts:** Madame le Président, je compte bien mettre à la disposition des intéressés tous les projets en question. Peut-être que je pourrais donner suite à la question du député, ou encore il pourra m'indiquer personnellement quels sont les secteurs qui l'intéressent le plus. Quoi qu'il en soit, je compte rendre publiques toutes les études qui ont été faites.